



Désobéissance et rébellion

Bloquer l'espace public pour se faire entendre, dénoncer les « criminels climatiques » par des actions spectaculaires et non autorisées... La désobéissance civile revient sur le devant de la scène ces derniers mois. Moins complaisante que les manifs, plus dérangeante que les pétitions, cette forme d'action offre une alternative aux citoyen·nes déçu·es de « marcher pour rien ». Focus sur Extinction Rebellion et Act for Climate Justice, deux acteurs sur la scène florissante de la désobéissance civile

Samedi 12 octobre, Bruxelles. Des drapeaux du mouvement **Extinction Rebellion** (XR) flottent sur la Place Royale, arborant un logo digne d'une série d'anticipation : un rond (la Terre) contenant un sablier (l'urgence). Flanké d'un slogan *Join the rebellion* (« Rejoignez la rébellion »), un large bateau rose fait son entrée sur la place, entouré d'une vague de citoyen·nes de tous âges. L'action du jour, « Sire, notre royaume brûle ! », invite le Roi à déclarer l'état d'urgence climatique et écologique en Belgique. 24 heures d'occupation non autorisée de l'espace public, ponctuées d'assemblées populaires, d'art et de musique, de slogans revendicatifs... « *Le but, c'est de faire pression et d'attirer l'attention sur l'urgence climatique*, explique Matthieu, citoyen engagé dans XR. *On restera là, pacifiquement, jusque quand on sera arrêtés.* » Les rebelles pacifistes finiront par se faire violemment déloger par la police, à coups d'autopompe et de matraques. 400 personnes seront arrêtées.

Cette semaine-là, des actions similaires ont pris place en d'autres lieux sous la bannière d'XR. Depuis son émergence en octobre 2018 sur les ponts londoniens, le mouvement citoyen s'est répandu. Dans 70 pays, plus de 500 groupes locaux s'organisent pour dénoncer l'inaction des gouvernements face à l'urgence climatique et écologique. Le web et les réseaux sociaux sont des alliés de taille pour relayer le message. Partout, le mode d'action adopté est celui de la désobéissance civile de masse, non violente, non autorisée, visant à déranger pour dénoncer. Bloquer des ponts et des places, couper la circulation sur de grandes artères, occuper l'espace public. Résister par les corps assis, couchés, enchaînés, parfois même collés avec de la super glue. Et rester là jusqu'à être délogés par les forces de l'ordre. Les activistes sont formé·es pour résister. Chaque groupe local agit de façon autonome. A Namur, en pleine nuit, Extinction Rebellion a hissé ses drapeaux en place de ceux

de la ville. A Londres, du faux sang a été aspergé sur le ministère des Finances. Des actions chocs et créatives, pour faire réagir.

Nouveau souffle

Il y a peu, César est entré dans les rangs d'Extinction Rebellion Bruxelles : « *J'en avais marre de marcher pour rien* », partage-t-il. Cette nécessité d'aller chercher un nouveau souffle ailleurs, il n'est pas le seul à la ressentir. « *Les marches pour le climat n'ont pas eu la réponse qu'elles espéraient. En tant que citoyen, je n'ai pas l'impression d'avoir été écouté, témoigne Matthieu. Alors j'ai cherché un autre moyen de m'engager. Au cours de ce parcours, j'ai rencontré beaucoup de jeunes qui cherchaient à faire autre chose suite aux marches climat et se sont tournés vers la désobéissance civile non violente.* » Matthieu ne crache pas pour autant sur les manifestations : « *Si les scientifiques et les mobilisations des jeunes n'ont pas réussi à éveiller les consciences des politiciens, ils ont néanmoins réussi à éveiller celles des citoyens. Ce n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire.* »

Revendiquer l'urgence

Derrière les actions d'Extinction Rebellion, il y a des revendications, partagées par tous les groupes nationaux et locaux. Le mouvement plaide pour que les gouvernements en place déclarent l'urgence climatique et écologique. Ce que le Parlement britannique a fait, en mai dernier, suite à une semaine de rébellion à Londres. En Belgique, certaines communes ont emboité le pas. Des déclarations d'intention, symboliques, mais non contraignantes. XR plaide également pour la mise en place de Plans d'urgence nationaux juridiquement contraignant et d'Assemblées citoyennes. Matthieu, d'XR Bruxelles, résume : « *On ne s'attend pas à ce que les multinationales et le monde économique prennent les décisions qui s'imposent. Les gouvernements ont le pouvoir de*

naissance citoyenne

mettre en place la transition nécessaire, mais ils ont une vision à court terme, basée sur des échéances électorales. C'est pourquoi, XR souhaite la mise en place d'une assemblée citoyenne, qui décidera de la démarche à suivre, des étapes, des règles.»

Pour les citoyen·nes rebelles, il est urgent de passer à la vitesse supérieure : « Il est bien trop tard pour éviter les conséquences, mais plus vite les choses changeront, moins il y aura de conséquences », poursuit Matthieu, qui se dit aussi particulièrement « inquiet pour les populations du Sud et les personnes les plus précaires. » De son récent engagement dans des collectifs de désobéissance civile, Matthieu retient surtout « les gens que j'ai rencontrés et les débats enrichissants auxquels j'ai assisté. Ça m'a permis de faire le lien entre l'écologie et les questions socio-économiques. Ça m'a fait mûrir. »

Complémentarité des modes d'action

Autre acteur sur la scène de la désobéissance civile, **Act for Climate Justice**. Le collectif a germé il y a un an d'ici, à l'initiative d'activistes climatiques belges souhaitant « faire bouger les lignes de façon moins complaisante », explique Sanna, membre du groupe. « On voulait dénoncer plus directement les coupables de la situation. On est parti·es du constat de l'échec des formes traditionnelles de mobilisation. On voulait déborder du cadre, en optant pour des actions directes et de désobéissance civile. On croit beaucoup en la complémentarité des modes d'action et des tactiques. Certaines personnes sont plus à l'aise avec les marches, d'autres sont prêtes à passer à autre chose, parfois même de façon plus radicale. Il existe un large éventail de mobilisations. Cette complémentarité est nécessaire pour faire bouger la lutte. »

Fraichement éclos, le collectif affiche sa lutte sur la toile² : « Nous devons empêcher les criminels climatiques de nous faire franchir les lignes rouges de 1,5 °C de réchauffement. Les coupables existent. Il est temps de les nommer. Il est urgent de les arrêter. » D'autres activistes rejoignent les rangs et sont formés par Act for Climate Justice aux techniques d'action directe et de désobéissance civile. Très vite, les actions du collectif s'organisent et se succèdent, bénéficiant d'un écho médiatique inattendu. Comme celle de mars 2019 : une

action est menée avec des gilets jaunes pour bloquer une banque et un dépôt pétrolier. Action qui visait, entre autres à dénoncer les investissements massifs dans les énergies fossiles. Puis, quelques jours plus tard, *Occupy for Climate*, une occupation de 40 heures dans le centre de Bruxelles rassemble plusieurs milliers de citoyen·nes, activistes et associations, pour exiger une loi climat. Des personnalités publiques sont présentes, les médias se bousculent au portillon. L'action est un véritable succès (même si, au final, la loi climat passera à la trappe).

Rassembler les luttes

Pourtant, pour les militant·es d'Act for Climate Justice, cette dernière action marque le début d'une profonde remise en question. En cause : parallèlement à la première journée d'*Occupy for Climate* se tenait, non loin de là, la Marche contre le racisme... complètement occultée dans les médias. « On a alors pris conscience des possibles dominations entre les luttes, raconte Sanna. Le mouvement climatique ne peut pas se penser au-dessus des autres luttes, on ne peut pas hiérarchiser les enjeux sociaux. Depuis lors, notre collectif est traversé par beaucoup de questionnements et de réflexions. On n'a plus organisé d'actions au nom d'Act for Climate Justice et on ne sait pas encore quel sera l'avenir de notre collectif, même si la plupart d'entre nous continuent à militer par ailleurs, à d'autres occasions. »

Pour l'heure, la militance climatique continue de se mûrir, de se construire et de se penser avec les autres luttes. En témoigne, notamment, le Climate Justice Camp qui s'est tenu en septembre dernier (lire article p.20-21). Se dessinent, également, des envies de monter en intensité dans le mouvement belge. Affaire à suivre...

Céline TERET

¹ plus de détails sur ces revendications via www.extinctionrebellion.be/fr

² <http://actforclimatejustice.be>